

Duplicata

GREFFE
DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE BLOIS

R E C E P I S S E D E D E P O T

BP 1818 15 RUE DU PERE BROTTIER
41018 BLOIS
TEL 02 54 78 07 91 FAX 02 54 78 44 30
MINITEL 08 36 29 11 11 OU 08 36 29 22 22

C.A.E.F.

2, RUE ANATOLE FRANCE

41000 BLOIS

V/REF :
N/REF : 97 B 219 / A-1388

LE GREFFIER DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE BLOIS CERTIFIE
QU'IL LUI A ETE DEPOSE A LA DATE DU 23/07/2002, SOUS LE NUMERO A-1388,

P.V. D'ASSEMBLEE DU 22/03/2002
RAPPORT DU COMMISSAIRE A LA TRANSFORMATION
STATUTS MIS A JOUR

TRANSFORMATION EN SAS
AUGMENTATION DU CAPITAL

... CONCERNANT LA SOCIETE
A.M.G
SOCIETE ANONYME A CONSEIL D'ADMINISTRATION
41 RUE DE LA CHAIMBAUDERIE
41400 CHISSAY EN TOURAINE

R.C.S BLOIS 413 732 124 (97 B 219)

LE GREFFIER

A 1380

« A.M.G. »

SA AU CAPITAL DE 152 449,02 euros
SIEGE : CHISSAY EN TOURAINE (L&C), 41 RUE DE LA
CHAIMBAUDERIE
RCS BLOIS B 413.732.124

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ET
EXTRAORDINAIRE DU 22 MARS 2002

Le 22 MARS 2002 à 18 heures 30 à CHISSAY EN TOURAINE (L&C),
41 Rue de la Chaimbauderie, au siège social, les actionnaires de la société se sont
réunis en assemblée générale ordinaire et extraordinaire.

Toutes les actions étant nominatives, la convocation a été faite par lettre
du 28 Février 2002 adressée à chaque actionnaire.

Les membres de l'assemblée ont émargé la feuille de présence en entrant en
séance.

L'assemblée est présidée par le président du conseil d'administration,
Monsieur Alain GAILLARD.

Sont scrutateurs de l'assemblée, les deux membres disposant du plus grand
nombre de voix et acceptant cette fonction :

- Madame Martine JOURDAIN épouse GAILLARD
- Madame Annie GAILLARD épouse SERY.

Le bureau de l'assemblée désigne pour secrétaire :

- Mademoiselle Céline GAILLARD

La feuille de présence est vérifiée, arrêtée et certifiée exacte par le bureau
qui constate que les actionnaires présents ou représentés possèdent 10 000 actions
sur les 10 000 formant le capital.

L'assemblée représentant plus du quart du capital est régulièrement
constituée et peut valablement délibérer.

Le président met à la disposition des actionnaires :

- un exemplaire des statuts de la société,
- une copie de la lettre de convocation adressée à chaque actionnaire,
- la copie de la lettre de convocation adressée au commissaire aux comptes,
- le récépissé postal et avis de réception de cet envoi,
- la feuille de présence.

10
16
AS
CG

Il dépose également les rapports et documents suivants qui vont être soumis à l'assemblée :

- le bilan et les comptes arrêtés au 30 SEPTEMBRE 2001,
- le rapport du conseil d'administration et ceux du commissaire aux comptes sur l'exercice clos à cette date et les conventions visées aux articles L 225-38 à L 225-43 du code de commerce,
- le texte des projets de résolutions.

Le président rappelle que les documents et renseignements visés à l'article L 225-15 du code de commerce et 135 du décret sur les sociétés commerciales et qu'il énumère, ont été tenus à la disposition des actionnaires au siège social depuis la convocation de l'assemblée et le rapport général du commissaire ainsi que la liste des actionnaires pendant les quinze jours qui ont précédé la présente réunion.

Puis Monsieur le président ensuite donne lecture du rapport du conseil d'administration et du rapport unique de Monsieur Maurice GEORGES chargé de l'évaluation des capitaux propres.

Sur sa demande, l'assemblée lui donne acte de ses déclarations.

Le président rappelle alors l'ordre du jour qui est le suivant :

I – DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE

- rapport du conseil d'administration sur la marche de la société et sur les comptes de l'exercice clos le 30 SEPTEMBRE 2001,
- rapports du commissaire aux comptes sur l'exécution de sa mission et sur les conventions visées aux articles L 225-38 à L 225-43 du code de commerce,
- approbations desdits comptes et conventions et quitus aux administrateurs,
- affectation des résultats.

II – DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

- augmentation du capital social par voie d'élévation du montant nominal des actions de la société,
- lecture du rapport du commissaire aux comptes
- constatation de l'existence de capitaux propres d'un montant au moins égal au capital social,
- transformation de la société en société par actions simplifiée,
- adoption des statuts de la société sous sa forme nouvelle,
- constat de la cessation des fonctions du président du conseil d'administration, des administrateurs de la société et nomination du président de la société,
- pouvoirs à conférer pour l'accomplissement des formalités légales de publicité.

Il est ensuite donné lecture du rapport du conseil d'administration : puis, les comptes et le bilan arrêtés au 30 SEPTEMBRE 2001, sont présentés à l'assemblée.

Ag
T/G
AS
CG

Le commissaire aux comptes donne ensuite lecture de ses rapports. Enfin, la discussion est ouverte.

Diverses questions et explications sont ensuite échangées entre les actionnaires présents au sujet des comptes et de la situation de la société.

Puis, personne ne demandant la parole, le président met successivement aux voix les résolutions suivantes qui sont à l'ordre du jour.

I - DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE

PREMIERE RESOLUTION - APPROBATION DES COMPTES

L'assemblée générale après avoir entendu la lecture du rapport du conseil d'administration et du rapport général du commissaire aux comptes sur l'exercice clos le 30 SEPTEMBRE 2001, approuve les comptes et le bilan de cet exercice tels qu'ils ont été présentés, lesdits comptes se soldant par un bénéfice net comptable de 2 006 222 FRS soit 305 846,57 euros.

Elle approuve également les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

L'assemblée générale donne en conséquence aux administrateurs et au commissaire aux comptes quitus de l'exécution de leurs mandats pour l'exercice approuvé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION- CONVENTIONS VISEES AUX ARTICLES L 225-38 à L 225-43 DU CODE DE COMMERCE

Après avoir entendu la lecture du rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions visées aux articles L 225-38 à L 225-43 du code de commerce, l'assemblée générale approuve les termes dudit rapport spécial et chacune des conventions mentionnées.

Chaque convention est ensuite adoptée à l'unanimité des actionnaires ayant pu prendre part au vote..

TROISIEME RESOLUTION - AFFECTATION DES RESULTATS

L'assemblée générale sur la proposition du conseil d'administration, décide d'affecter les bénéfices de l'exercice clos le 30 SEPTEMBRE 2001 s'élevant à 2 006 222 frs soit 305 846,97 euros en totalité au compte report à nouveau.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Ag
AG
AS
CC

II - DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
QUATRIEME RESOLUTION -

L'assemblée générale extraordinaire, sur la proposition du conseil d'administration, décide, au moyen d'un prélèvement sur les réserves facultatives, d'augmenter le capital de la société par voie d'élévation du montant nominal des actions de la société à la somme de 16 euros. Le capital social s'élève ainsi à la somme de 160 000 euros et est divisé en 10 000 actions de 16 euros chacune de valeur nominale et entièrement libérées.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION -

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, après avoir entendu la lecture du rapport de Monsieur Maurice GEORGES, commissaire aux comptes de la société, chargé de l'établissement du rapport sur l'évaluation des capitaux propres de la société, prend acte de son attestation mentionnant que les capitaux propres de la société sont au moins égaux au capital social et décide la transformation de la société en société par actions simplifiée et ce avec effet au 1^{er} AVRIL 2002.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION -

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, en conséquence de la résolution qui précède et connaissance prise du projet de statuts de la société sous sa forme nouvelle, adopte dans toutes leurs dispositions lesdits statuts, dont le texte demeurera ci-après annexé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SEPTIEME RESOLUTION -

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, après avoir pris acte de la cessation des fonctions de Monsieur Alain GAILLARD, en qualité de président du conseil d'administration et d'administrateur, de Madame Martine JOURDAIN épouse GAILLARD et de Monsieur Francis JOURDAIN en qualité d'administrateurs de la société, nomme Monsieur Alain GAILLARD, président de la société sous sa forme nouvelle pour une durée illimitée.

Monsieur Alain GAILLARD, intervenant, remercie les actionnaires de leur confiance et déclare accepter cette fonction.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

HUITIEME RESOLUTION -

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, décide de maintenir les mandats des commissaires aux comptes titulaire et suppléant de la société qui étaient exercés respectivement par Monsieur Maurice GEORGES et par Madame Monique BOITEAU dans la société sous sa nouvelle forme et décide de les

AG
16
AS
CG

poursuivre jusqu'à l'achèvement de leurs mandats précédents soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2003 et qui statuera sur les comptes de l'exercice écoulé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

NEUVIEME RESOLUTION – POUVOIRS A CONFERER

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original ou d'une copie du présent procès-verbal pour effectuer toutes formalités de dépôt au greffe du tribunal de commerce.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à heures 20 heures.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par tous les membres du bureau.

VISÉ POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ A LA RECETTE	
N° FOLIO 118	
XII	11
Fonds 190/5	
SIXANTE euros	
Deux cent trente euros	
SIGNATURE :	

L'Inspecteur
Joëlle BOURGET

lu et approuvé

[Signature]

lu et approuvé

[Signature]

lu et approuvé

[Signature]

lu et approuvé

[Signature]

Maurice GEORGES

Commissaire aux comptes

Compagnie Régionale d'Orléans

23 Rue de CORMERY

37550 SAINT AVERTIN

Tel : 06.74.78.71.75 / 02.47.25.18.60

Fax : 02.47.25.85.63

E-mail : m.g.consultants@wanadoo.fr



«A.M.G.»

S.A. au capital de 152.449.02 EUROS

Siège social :

41, Rue de la Chaimbauderie
41400 CHISSAY EN TOURAINE

413.732.124 RCS BLOIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Sur la transformation de la Société Anonyme en Société par Actions Simplifiée

Mesdames, Messieurs,

Conformément aux dispositions de l'article L.225-244 al 1 du Nouveau Code de Commerce, je vous présente mon rapport sur la transformation de votre société en société par actions simplifiée.

Tout d'abord, je vous confirme que votre société remplit les conditions l'article L.225-243 du Nouveau Code de Commerce , car « elle a au moins deux ans d'existence et elle a fait approuver, par ses actionnaires le bilan de ses deux premiers exercices ».

Dans le cadre de la transformation envisagée, j'ai effectué mes diligences conformément aux normes de la profession.

Mes contrôles, afin de vérifier que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social, ont porté sur les comptes annuels arrêtés au 30 septembre 2001, qui font l'objet de mon rapport général en date de ce jour, lequel sera présenté à l'assemblée générale appelée à se prononcer sur l'approbation des comptes du dernier exercice. Ces comptes sont joints au présent rapport.

Compte tenu :

- De l'écart important entre le montant du capital et celui des capitaux propres, à la clôture du dernier exercice,
- Des informations recueillies sur les événements postérieurs au 30 septembre 2001, ainsi que sur le résultat d'exploitation estimé au titre de la période du 1^{er} octobre 2001 au 31 janvier 2002, d'après les documents communiqués par l'entreprise,

Je n'ai pas demandé qu'il soit établi une situation comptable intermédiaire, sur la période postérieure au 1er octobre 2001.



A l'issue de mes travaux et sous réserve de l'approbation des comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2001, sachant qu'aucune distribution de dividendes n'est prévue, je suis en mesure d'attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

Conditions particulières à la transformation en société par actions simplifiée :

-Toutes les actions sont nominatives et la société ne fait pas appel public à l'épargne (art L.227-2 du Nouveau Code de Commerce).

-Conformément aux dispositions de l'article L. 227-3 du nouveau Code de Commerce : « La décision de transformation en société par actions simplifiée ne peut être prise qu'à l'unanimité des associés ».

A ce jour, il ne m'est pas possible de préjuger de votre décision.

En conclusion et sous réserve que la décision soit prise à l'unanimité des associés, j'estime que rien ne s'oppose à ce que vous transformiez la société « PIERRE CHAINTRON S.A. » en société par actions simplifiée.

Fait à SAINT AVERTIN, le 06 mars 2002



Maurice GEORGES
EXPERT COMPTABLE DIPLOME
COMMISSAIRE AUX COMPTES
MEMBRE DE LA COMPAGNIE REGIONALE
D'ORLEANS

«A.M.G. »
SAS AU CAPITAL DE 160 000 euros
SIEGE : CHISSAY EN TOURAINE (L&C), 41 RUE DE LA
CHAIMBAUDERIE
RCS BLOIS B 413.732.124

STATUTS

PREAMBULE

Les actionnaires exposent et déclarent qu'ils ont décidé de transformer la société anonyme dont ils détiennent le capital social, en société par actions simplifiée, en raison d'une meilleure organisation et d'une plus grande souplesse de fonctionnement et en vue de partager en proportion de leurs droits, les bénéfices et les charges de l'activité de la société.

Article Premier - Forme

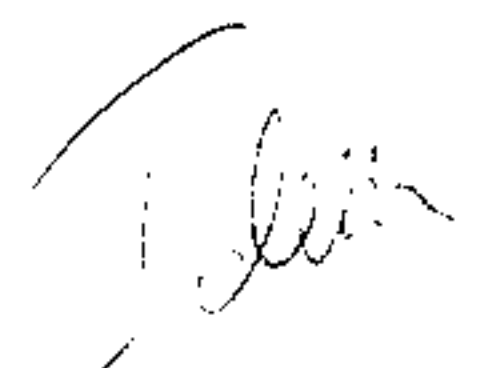
La société a été constituée sous la forme d'une société anonyme par acte passé pardevant Maître Thierry CHEVALIER, notaire associé à MONTRICHARD (L&C), du 4 Septembre 1997, enregistré à BLOIS-SUD, le 5 Septembre 1997, volume 10, folio 49, bordereau 422/1.

Aux termes de l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 22 Mars 2002, la société a été transformée en société par actions simplifiée.

Article Deux - Objet

La société a pour objet, en FRANCE et à l'étranger :

- l'acquisition, la détention, l'administration et la gestion de toutes valeurs mobilières, qu'il s'agisse d'actions ou de parts de société de capitaux, de sociétés de personnels ou de sociétés civiles par voie de création de sociétés nouvelles, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux et la cession par vente ou autrement de ces participations et toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.
- La réalisation de toutes prestations de services, de nature administrative, comptable, de gestion, commerciale ou autres, pour le compte de ses filiales,
- Et généralement toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son extension ou son développement.



La société peut prendre toutes participations et tous intérêts dans toutes sociétés et entreprises dont l'activité serait de nature à faciliter la réalisation de son objet social.

Article 3 - Dénomination –

La dénomination sociale est : « A.M.G. ».

Tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots "société par actions simplifiée" ou des initiales "SAS" et de l'énonciation du capital social.

Article 4 - Siège social

Le siège social est fixé à CHISSAY EN TOURAINE (L&C), 41 Rue de la Chaimbauderie.

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par décision du président, et en tout autre lieu par décision extraordinaire des actionnaires.

Article 5 - Durée

La société a une durée de quatre vingt dix neuf ans, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Article 6 - Apports

Les soussignés font apport à la société, à savoir :

1°) A la constitution de la société, il a été fait apport par les actionnaires d'origine, d'une somme en numéraire de 1 000 000 frs.

2°) Suivant délibérations de l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 22 Mars 2002, le capital social a été augmenté à concurrence de la somme de 49 531,20 frs, par voie d'élévation du montant nominal des actions de la société à la somme de 16 euros

Article 7 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de CENT SOIXANTE MILLEEUROS (160 000 euros) ; il est divisé en 10 000 actions de seize euros chacune de valeur nominale, entièrement libérées, toutes de même catégorie.

Article 8 - Modifications du capital

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, par l'assemblée des actionnaires statuant dans les conditions de l'article 18 ci-après.

L'assemblée peut également déléguer au président les pouvoirs à l'effet de réaliser, en une ou plusieurs fois, l'émission d'une catégorie de valeurs mobilières, donnant immédiatement ou à terme accès au capital, d'en fixer le ou les montants, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

Article 9 - Forme des actions

Les actions sont nominatives.

La matérialité et la propriété des actions résultent de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes tenus à cet effet par la société dans les conditions et modalités prévues par la loi.

A la demande de l'actionnaire, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

Article 10 - Cession des actions - Droit de préemption - Agrément

Droit de préemption

1. Toutes les cessions d'actions, même entre actionnaires, sont soumises au respect du droit de préemption conféré aux actionnaires dans les conditions définies au présent article.

2. L'actionnaire cédant notifie au président de la société et à chacun des actionnaires, par lettre recommandée avec accusé de réception, son projet de cession en indiquant :

- Le nombre d'actions dont la cession est envisagée et le prix de cession ;
- L'identité de l'acquéreur s'il s'agit d'une personne physique, et s'il s'agit d'une personne morale les informations suivantes : dénomination, forme, siège social, numéro RCS, identité des dirigeants, montant et répartition du capital.

La date de réception de cette notification fait courir un délai de 3 mois, à l'expiration duquel, si les droits de préemption n'ont pas été exercés sur les actions dont la cession est projetée, l'actionnaire cédant pourra réaliser librement ladite cession sous réserve de la procédure d'agrément prévue ci-après.

3. Chaque actionnaire bénéficie d'un droit de préemption exercé par notification au président dans le délai de 2 mois de la réception de la notification du projet de cession visée au 2 ci-dessus. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception indiquant le nombre d'actions que l'actionnaire souhaite acquérir.

4. A l'expiration du délai de 2 mois visé au 3 ci-dessus et avant celle du délai de 3 mois visé au 2 ci-dessus, le président notifie à l'actionnaire cédant par lettre recommandée avec accusé de réception, les résultats de la procédure de

préemption.

Lorsque les droits de préemption sont supérieurs au nombre d'actions dont la cession est projetée, lesdites actions sont réparties par le président entre les actionnaires qui ont notifié leur demande de préemption au prorata de leur participation au capital de la société et dans la limite de leurs demandes.

Lorsque les droits de préemption sont inférieurs au nombre d'actions dont la cession est projetée, les droits de préemption sont réputés n'avoir jamais été exercés et l'actionnaire cédant est libre de réaliser l'opération au profit du cessionnaire mentionné dans sa notification et aux conditions ainsi notifiées et sous réserve de la procédure d'agrément prévue ci-après.

5. En cas d'exercice du droit de préemption, la cession doit intervenir dans le délai de 30 jours contre paiement du prix mentionné dans la notification de l'actionnaire cédant.

Agrément

1. Les actions de la société ne peuvent être cédées y compris entre actionnaires qu'après agrément préalable donné par décision collective adoptée à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés.

2. La demande d'agrément doit être notifiée au président par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle indique le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de cession, l'identité de l'acquéreur s'il s'agit d'une personne physique et s'il s'agit d'une personne morale les informations suivantes : dénomination, forme, siège social, numéro RCS, identité de dirigeants, montant et répartition du capital.

Le président notifie cette demande d'agrément aux actionnaires.

3. La décision des actionnaires sur l'agrément doit intervenir dans un délai de 1 mois à compter de la notification de la demande visée au 2 ci-dessus. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si aucune réponse n'est intervenue à l'expiration du délai ci-dessus, l'agrément est réputé acquis.

4. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

En cas d'agrément, la cession projetée est réalisée par l'actionnaire cédant aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions au profit du cessionnaire agréé doit être réalisé dans les 30 jours de la notification de la décision d'agrément ; à défaut de réalisation du transfert des actions dans ce délai, l'agrément sera caduc.

En cas de refus d'agrément, la société doit dans un délai de 2 mois à compter de la décision de refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les actions de l'actionnaire cédant soit par des actionnaires, soit par des tiers.

Lorsque la société procède au rachat des actions de l'actionnaire cédant, elle est tenue dans les six mois de ce rachat de les céder ou de les annuler, avec l'accord du cédant, au moyen d'une réduction de son capital social.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la société est fixé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord sur ce prix, celui-ci est déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil.

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des dispositions ci-dessus sont nulles.

Article 11 - Exclusion

1. L'actionnaire dont le contrôle est modifié au sens de l'article L233-3 du code de commerce doit, dès cette modification, en informer le président de la société.

L'exercice des droits non pécuniaires de cet actionnaire est de plein droit suspendu à dater de la modification.

Dans le mois suivant la notification de la modification, le président consulte les actionnaires, en assemblée, sur les conséquences à tirer de cette modification. A la majorité des deux tiers des autres actionnaires, l'assemblée agréée la modification ou impartit à l'intéressé un délai d'un mois pour régulariser sa situation. A défaut de régularisation dans le délai imparti, l'intéressé est exclu de la société. Ses actions sont rachetées par les actionnaires ou la société ou un tiers agréé à la majorité des deux tiers des autres actionnaires. A défaut d'accord, le prix des actions est fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil.

2. Lorsqu'un actionnaire ne respecte pas les dispositions statutaires ou contrevient gravement à l'esprit et aux objectifs définis dans le préambule ci-dessus, et après avoir été invité à présenter sa défense par lui-même ou par mandataire, il peut être exclu de la société par décision de l'assemblée statuant à la majorité des deux tiers des autres actionnaires.

L'actionnaire menacé d'exclusion en est informé par le président, par lettre recommandée AR, contenant indication des motifs de l'exclusion projetée, appuyés de tous justificatifs.

La réunion des actionnaires appelés à se prononcer sur l'exclusion ne peut intervenir qu'après un délai minimum de trente jours après la notification des griefs, la convocation des actionnaires à cette réunion devant être accompagnée de toutes pièces justificatives, en demande comme en défense.

Si l'exclusion est prononcée, les actions sont rachetées dans les conditions prévues au paragraphe 1 ci-dessus.

Article 12 - Droits et obligations attachés aux actions

1. Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

2. Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations, attachés à l'action, suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des actionnaires.

3. Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées, ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

4. Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Les droits attachés aux actions indivises sont exercés par celui des indivisaires qui a été mandaté comme tel auprès de la société. La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

5. Le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier.

Même privé du droit de vote, le nu-propriétaire d'actions a toujours le droit de participer aux décisions collectives.

Article 13 - Président

La société est gérée et administrée par un président, personne physique ou morale, actionnaire ou non de la société. Lorsqu'une personne morale est nommée président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

La durée des fonctions de président est illimitée.

Le président de la société est Monsieur Alain GAILLARD, actionnaire.

Le mandat du président est renouvelable et est renouvelé par la collectivité des actionnaires statuant à la majorité ordinaire.

En cas de décès ou empêchement du président d'exercer ses fonctions supérieur à trois mois, il est pourvu à son remplacement par une personne désignée par la collectivité des actionnaires, à la majorité ordinaire. Le président remplaçant ne demeure en fonctions que pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Le président peut librement démissionner ; sa démission prend effet à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires qui statuera sur les comptes de l'exercice écoulé.

Pendant la durée de son mandat, le président ne peut être révoqué qu'à la majorité des deux tiers des actionnaires. La révocation n'a pas à être motivée ; elle ne peut en aucun cas donner lieu à indemnité.

Le président représente la société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Dans les rapports avec les actionnaires, le président ne peut, sans l'accord des actionnaires statuant à la majorité ordinaire :

- procéder à la création de filiales, prise de participations, apport partiel d'actif.

Article 14 - Directeur Général

Sur la proposition du président, les actionnaires, à la majorité des deux tiers, peuvent nommer un ou plusieurs directeurs généraux personnes physiques ou morales.

L'étendue et la durée des pouvoirs délégués au directeur général sont déterminées par les actionnaires en accord avec le président.

Le directeur général est révocable à tout moment par la majorité des deux tiers des actionnaires.

En cas de décès, démission ou empêchement du président, le directeur général en fonction conserve ses fonctions et attributions jusqu'à la nomination du nouveau président.

A l'exception du pouvoir de représentation, le directeur général dispose, à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le président.

Article 15 - Rémunération du président et du directeur général

La rémunération du président et du directeur général est fixée par les actionnaires à la majorité simple. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou, à la fois, fixe et proportionnelle.

Article 16 - Conventions entre la société et les dirigeants

Le président et les dirigeants doivent aviser le commissaire aux comptes des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre eux-mêmes et la société, dans le délai d'un mois à compter de la conclusion desdites conventions. Le commissaire aux comptes présente aux actionnaires un rapport sur ces conventions. Les actionnaires statuent chaque année sur ce rapport aux conditions des décisions ordinaires, l'actionnaire intéressé ne participant pas au vote.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée, et, éventuellement pour le président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Les interdictions prévues à l'article L 225-43 du code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au président et aux dirigeants de la société.

Article 17 - Décisions des actionnaires

1. Sauf dans les cas prévus ci-après, les décisions collectives des actionnaires sont prises, au choix du président, en assemblée ou par consultation par correspondance. Elles peuvent aussi s'exprimer dans un acte.

2. Sont prises en assemblée les décisions relatives à l'augmentation, l'amortissement ou la réduction du capital, la fusion, la scission, la dissolution, la nomination des commissaires aux comptes, l'approbation des comptes annuels et l'affectation des résultats, l'agrément d'un nouvel actionnaire ainsi que l'exclusion d'un actionnaire et la transformation de la société.

Pour toute décision, la tenue d'une assemblée est, en outre, de droit, si la demande en est faite par un ou plusieurs actionnaires représentant plus de 34 % du capital social.

3. L'assemblée est convoquée par le président ou par un mandataire désigné en justice en cas de carence du président. Lorsque la tenue d'une assemblée n'est pas obligatoire, l'assemblée est convoquée par l'actionnaire ou un des actionnaires demandeurs.

Le commissaire aux comptes peut, à toute époque, convoquer une assemblée.

Elle est réunie au siège social ou en tout autre endroit précisé dans la convocation.

La convocation est faite par lettre recommandée avec accusé de réception quinze jours au moins avant la date de la réunion ; elle indique l'ordre du jour ; y sont joints tous documents nécessaires à l'information des actionnaires.

Dans le cas où tous les actionnaires sont présents ou représentés, l'assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai.

L'assemblée est présidée par le président ; à défaut, l'assemblée élit son président. L'assemblée convoquée à l'initiative du commissaire aux comptes est présidée par celui-ci.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence, et il est dressé un procès-verbal de la réunion, signé par le président.

L'assemblée ne délibère valablement que si la moitié des actionnaires sont présents ou représentés.

4. En cas de consultation par correspondance, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des actionnaires sont adressés à chacun, par lettre recommandée avec accusé de réception. Les actionnaires disposent d'un délai minimal de quinze jours, à compter de la réception des projets de résolutions, pour émettre leur vote. Le vote peut être émis par tous moyens. Tout actionnaire n'ayant pas répondu dans le délai de quinze jours est considéré comme s'étant abstenu.

La consultation est mentionnée dans un procès-verbal établi par le président, sur lequel est portée la réponse de chaque actionnaire.

5. Chaque actionnaire a le droit de participer aux décisions par lui-même ou par le mandataire de son choix. Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.

6. Le commissaire aux comptes doit être invité à participer à toute décision collective, en même temps et dans la même forme que les actionnaires.

Article 18 - Décisions extraordinaires

Sont qualifiées d'extraordinaires, les décisions relatives à l'augmentation ou la réduction du capital, la fusion, la scission, la dissolution de la société, sa transformation et l'exclusion d'un associé.

L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins les deux tiers des actions ayant droit de vote. Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés. Par exception, l'exclusion d'un actionnaire ne peut être prononcée qu'à la majorité des deux tiers de tous les autres actionnaires.

En outre, les clauses relatives à l'agrément des cessions d'actions ou à l'exclusion d'un actionnaire ne peuvent être adoptées ou modifiées qu'à l'unanimité des actionnaires.

Article 19 - Décisions ordinaires

Toutes autres décisions sont qualifiées d'ordinaires. Ces décisions sont prises à la majorité des voix exprimées. Toutefois, l'approbation des comptes annuels, l'affectation des résultats et la nomination des commissaires aux comptes ne peuvent être décidées qu'à la majorité des voix dont disposent tous les actionnaires.

Article 20 - Information des actionnaires

1. L'ordre du jour, le texte des résolutions et les documents nécessaires à l'information des actionnaires sont communiqués à chacun d'eux à l'occasion de toute consultation.

2. Tout actionnaire peut demander que lui soient communiqués, chaque trimestre, une situation comptable, les états financiers prévisionnels et un rapport d'activité.

Article 21 - Exercice social

Chaque exercice social commence le premier Octobre et se termine le Trente Septembre de chaque année.

Article 22 - Comptes annuels

Le président tient une comptabilité régulière des opérations sociales et dresse des comptes annuels conformément aux lois et usages du commerce.

Une assemblée générale, appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé, doit être réunie chaque année dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice.

Article 23 - Résultats sociaux

Le compte de résultat qui récapitule les produits et les charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserves en application de la loi, et augmenté du report bénéficiaire. Sur ce bénéfice, l'assemblée générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives ou de reporter à nouveau.

L'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La part de chaque actionnaire dans les bénéfices et sa contribution aux pertes est proportionnelle à sa quotité dans le capital social.

Article 24 - Contrôle des comptes

Sont nommés commissaires aux comptes :

Titulaire : Monsieur Maurice GEORGES,
Demeurant professionnellement à SAINT AVERTIN (I&L), 23
Rue de Cormery,

Suppléant : Madame Monique BOITEAU,
Demeurant professionnellement à BLOIS (L&C), 11 Rue du Père Brottier.

Ils sont nommés pour la durée d'achèvement de leurs mandats soit jusqu'en 2003 et à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires qui statuera sur les comptes de l'exercice écoulé.

Article 25 - Liquidation

La liquidation de la société est effectuée conformément aux articles L 237-1 et suivants du code de commerce.

Le boni de liquidation est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre de leurs actions.

Article 26 - Contestations

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la société ou au cours de sa liquidation entre les actionnaires, ou entre un actionnaire et la société, sont soumises à arbitrage.

A défaut d'entente sur le choix d'un arbitre unique, chacune des parties aura à nommer dans les quinze jours de la constatation du désaccord sur ce choix, notifiée par lettre recommandée AR par la partie la plus diligente à l'autre, un arbitre. Si les deux arbitres ainsi désignés ne pouvaient se mettre d'accord dans un délai de quinze jours, sur le choix d'un troisième arbitre, celui-ci sera désigné par le président du tribunal de commerce du siège social, à la requête de la partie la plus diligente.

Le tribunal arbitral statuera dans un délai de trois mois à compter du jour où il aura été définitivement constitué. Les arbitres statueront en amiables compositeurs et en dernier ressort, les parties convenant de renoncer à la voie de l'appel à l'encontre de la sentence à intervenir.

L'arbitrage aura lieu au siège social, et sera conduit en langue française.

Les frais d'arbitrage seront supportés dans les conditions que le tribunal arbitral fixera souverainement.

Certifié conforme

